

Conseil Municipal d'Auzances

Lundi 7 juillet 2023 à 19 heures

Salle du Conseil Municipal – Mairie d'Auzances

Procès-Verbal de séance

- ✓ **Présents :** Françoise SIMON, Caroline LE CORRE, Georges DIONNET, Serge DESBOUDARD, Fabien JAMME, Jean-Pol GILBERT, Marie-Claude BOUGNOUX, Chrystelle VAXIVIERE, Christian SCARAMUCCIA (arrivée à 19 heures 40) , Leilha BERTHON, Françoise SUDI GUIRAL
- ✓ **Absents excusés :** Christine BICHON MOREL, Delphine DIONNET, Bastien GENDRAUD, Jean-Pascal HELION

Procurations : Christian SCARAMUCCIA à Françoise SIMON,
Christine BICHON MOREL à Leilha BERTHON,

Ouverture de la séance à 19 h 11.

- ✓ **Désignation d'un secrétaire de séance :** Caroline LE CORRE
- ✓ **Approbation du compte-rendu de séance du 07/04/2023 :** adopté à l'unanimité des votants
- ✓ **Compte-Rendu des décisions prises par Madame le Maire par délégation du Conseil Municipal en date du 27 mai 2020 et du 30 novembre 2020 :**

DECISION n° 2023-05 en date du 13 avril 2023 portant attribution du marché relatif au lot 8 Plomberie – Chauffage – Ventilation, pour la tranche optionnelle de la réhabilitation partielle d'une friche industrielle :

Aménagement d'ateliers municipaux

L'offre suivante est retenue pour la tranche optionnelle : Lot 8 : Plomberie – Chauffage – Ventilation

Cau 16 rue de Pasquis, 03100 MONTLUCON pour un montant de :

27 680, 00 € HT / 33 216, 00 € TTC

Madame le Maire rappelle que le marché pour ce lot avait été rompu par l'entreprise qui l'avait eu lors du premier marché car elle souhaitait une augmentation plus importante que la loi autorisait à donner. Le montant aurait toutefois été plus bas que ce dernier montant.....

DECISION n° 2023-6 en date du 2 mai 2023 portant sur l'attribution du marché relatif au lot 2 : Etanchéité pour la réalisation des travaux de réhabilitation partielle et d'extension de la Gendarmerie d'Auzances

L'entreprise ECB – 8 chemin d'Orient – 63116 BEAUREGARD – L'EVEQUE est retenue pour un montant de 5 495, 00 € HT – 6 594, 00 € TTC suite à la résiliation du marché avec SEMC (coût 5 335.62 € HT/ 6 402.74 € TTC)

Fabien Jamme demande où en sont les travaux.

Madame Le Maire précise qu'ils doivent recommencer dès le 15 septembre, que les artisans ont commencé d'autres missions, que le nouveau bâtiment est hors eau et hors air mais que malheureusement cela induit une certaine gêne pour le quotidien des gendarmes.

Marie-Claude BOUGNOUX ajoute qu'ils ne prennent plus les mains courantes sur place mais qu'il faut se rendre à Crocq.

Les travaux devraient être terminés avant la fin de l'année.

DECISION n° 2023-07 en date du 24 mai 2023 portant demande de subvention au titre du FEDER : Axe 2. une Nouvelle-Aquitaine qui accélère la transition énergétique et écologique - 2.1 – Favoriser les mesures en matière d'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour la rénovation énergétique de la salle omnisports et la rénovation de l'éclairage du stade de football au sein de l'Espace André Vénuat.

Le plan de financement ci-dessous est approuvé :

- Rénovation énergétique de la salle omnisports	820 770, 00 € HT
- Total travaux	769 700, 00 € HT
- AMO pour APD	9 070,00 € HT
- Assistance à maîtrise d'ouvrage	30 000, 00 € HT
- Diagnostic amiante avant travaux	1 500, 00 € HT
- Contrôles Techniques	4 500, 00 € HT
- Mission SPS	3 000, 00 € HT
- Publications / Parutions	3 000, 00 € HT
- Rénovation de l'éclairage du stade	35 931, 00 € HT

- Dépenses de personnel	13 045, 22 €
-------------------------	--------------

<u>Total Dépenses</u>	<u>869 746, 22 € HT</u>
-----------------------	-------------------------

- Subvention sollicitée auprès de l'ANS (45,99 %)	400 000, 00 €
<i>(Agence Nationale du Sport) – 48,74 % de 820 770, 00 € HT pour la rénovation énergétique de la salle omnisports</i>	
- Subvention sollicitée au titre du FEDER (34,01%)	295 796, 98 €
<i>(Mettre en œuvre la rénovation énergétique des bâtiments publics locaux)</i>	
- Reste à la charge de la commune d'Auzances (20%)	173 949, 24 €

<u>Total Recettes</u>	<u>869 746, 22 €</u>
-----------------------	----------------------

Madame le Maire précise que ce très lourd dossier a été préparé exclusivement par Myriam.

DECISION n° 2023-08 en date du 12 mai 2023 portant une autorisation d'occupation temporaire du logement communal B – 1^{er} étage - situé 51 avenue de la Gare - 23700 AUZANCES :

Madame Océane DELFOSSE et Monsieur Alexandre NIVESSE sont autorisés à occuper temporairement le logement communal B – 1^{er} étage – au 51 avenue de la Gare, aux conditions suivantes :

Cette occupation temporaire est consentie et acceptée à compter du 12 Mai 2023 jusqu'à l'attribution d'un logement Creusalis au hameau de Malval, ou de tout autre logement social, ou à la réparation de leur logement sis au 52 avenue de la Gare. Cette autorisation temporaire d'occupation est consentie et acceptée à titre gratuit pour la période du 12 Mai 2023 au 30 Juin 2023.

A compter du 1^{er} Juillet 2023, la présente autorisation temporaire d'occupation est consentie et acceptée moyennant une indemnité forfaitaire d'occupation de Cinquante Euros – 50, 00 € - par mois, payable à terme échu.

Un remboursement des consommations d'électricité, d'eau et de gaz sera demandé aux locataires, selon les relevés de compteur réalisés et au vu des factures reçues par le bailleur.

Relevés au 12.05.2023 lors de l'état des lieux :

Compteur d'électricité n° 06206164649664 : 3240 kw

Compteur d'eau n° C09AA025126 : 1028 m3

Compteur de gaz n° 4836547 : 2002 m3

Il est ici précisé que Madame Océane DELFOSSE et Monsieur Alexandre NIVESSE se sont engagés à déposer une demande de logement Creusalis.

Cette décision a dû être prise en urgence du fait de l'insalubrité de leur logement (dégâts des eaux).

Fabien JAMME souligne que le « loyer » n'est pas élevé. Il lui est répondu qu'il n'y a pas de bail mais une occupation temporaire et que la demande Creusalis a été faite mais non encore régularisée car il manquerait un document qui devrait arriver prochainement. Madame le Maire rappelle qu'elle a agi sur urgence et que cet appartement nécessite les diagnostics obligatoires et quelques menus travaux. De plus, des bureaux du CAVL AGIR demeurent encore dans une pièce.

Fabien JAMME précise que les travaux ne sont pas énormes et que cet appartement pourrait être mis en location prochainement.

Madame le Maire ajoute qu'il est nécessaire de faire attention aux locataires choisis car plusieurs retards de paiement voire non paiements sont actuellement enregistrés. Il est ajouté que le service de la DGFIP est très actif à ce sujet et aide les municipalités.

DECISION n° 2023-09 en date du 6 juin 2023 portant location du logement communal n°1 situé au 2 chemin de Justice 23700 AUZANCES: la demande de location présentée Madame Emma GOUCEM épouse EMIEUX et Monsieur Gregory EMIEUX pour le logement 1 T5 situé 2 Chemin de la Justice – 23700 AUZANCES, est acceptée à compter du 30 juin 2023, moyennant un loyer mensuel de 569, 67 Euros se décomposant comme suit : loyer appartement : 560, 00 Euros et ordures ménagères : 9, 67 Euros.

Information : comme dit en réunion informelle, les services techniques fermeront les espaces verts délimités pour chaque appartement semaine 26.

Fabien Jamme précise que le grillage devrait être posé fin de semaine prochaine mais qu'il y a un souci d'humidité à l'entrée.

Mr Dales de Concept Elec serait venu dernièrement mais certains travaux électriques demeureraient encore à faire.

DECISION n° 2023 – 10-1 en date du 6 juin 2023 portant sur l'acquisition d'un jeu pour le parc municipal de Coux et d'une remorque avec 40 barrières pour les services techniques à la société ALTRAD MEFRAN COLLECTIVITES – 16 avenue de la Gardie – 34510 FLORENSAC pour un montant de 4 112 € HT et 4 490.00 € HT.

Information : trois tables et une gouttière pour relier deux barnums ont été offertes à la commune ainsi que divers objets pour réparation d'un des deux barnums.

Caroline LE CORRE précise qu'un jeu comme celui-là demande une surveillance accrue quant à la maintenance.

DECISION n° 2023-10 en date du 5 juin 2023 portant avenant n° 1 pour des moins-values pour le lot 2 Gros Œuvre attribué à l'entreprise TERNAT Thomas EIRL pour l'aménagement des ateliers municipaux :

Le montant du marché de l'entreprise EIRL TERNAT pour le lot 2 Gros Œuvre, pour l'aménagement des ateliers municipaux, se trouve porté de 23 774, 50 € HT (28 529, 40 € TTC) à 20 876, 00 € HT (25 051, 20 € TTC) avec une moins-value de 2 898, 50 € HT (prestations prévues mais non nécessaires).

Il s'agit d'une porte qui devait être déplacée et qui ne l'a pas été.

Les fenêtres ont été posées avant que le maçon ait terminé car le menuisier est venu plus tôt que prévu... 2 devront donc être déposées puis remises. Le plaquiste devrait intervenir prochainement.

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'elle doit rencontrer une personne qui souhaite louer un entrepôt et demande à Fabien JAMME s'il reste des lieux (voir questions diverses).

Fabien JAMME précise qu'il est possible d'utiliser un espace de 80 m² situé à côté de celui de Jérôme BONNEL. Il nécessiterait quelques travaux (autour de 15 000 €).

Il est nécessaire de mettre hors eau le grand bâtiment mais aucun charpentier ne donne de devis pour l'instant. C'est un vrai problème.

DECISION n° 2023-11 en date du 13 juin 2023 portant avenant n° 1 au contrat liant Centre France « la Montagne » et la commune d'Auzances pour le site internet de la commune :

L'avenant n°1 proposé par Centre France « La Montagne » modifiant l'article 7 du contrat relatif aux conditions financières comme suit :

« Formaliser l'augmentation de tarif des frais d'hébergement, qui sera facturé à compter du renouvellement du contrat, 468, 00 € HT / an au lieu de 288, 00 € HT / an ; le prix des prestations pourra être révisé annuellement dans les limites de l'indice SYNTEC et en conformité avec la réglementation en vigueur, sans entraîner la signature d'un avenant », est accepté.

Caroline LE CORRE trouve que le pourcentage d'augmentation est énorme (+ 62%). Le Conseil Municipal se range à son idée mais se rend compte qu'il n'a pas le choix.

DECISION n° 2023-12 en date du 20 juin 2023 portant souscription d'un contrat d'assurance pour le véhicule IVECO immatriculé ER-735-VJ :

Une assurance va être contractée auprès de la compagnie Allianz pour le véhicule immatriculé IVECO ER-735-VJ afin de couvrir, en plus des garanties déjà souscrites, la garantie assistance, pour un montant annuel qui s'élève à 1 036, 75 Euros - montant qui pourra être réactualisé pour une date de départ au 1^{er} janvier 2024. Le précédent contrat conclu auprès de Groupama d'Oc sera résilié à compter de cette même date.

DECISION n° 2023 – 13 en date du 28 Juin 2023 portant sur l'acquisition de mobilier (tables et chaises) pour le restaurant scolaire du Groupe scolaire Fernand Gory à Auzances :

Le devis de la société BUROCLASS Aménagement – Bâtiment l'Agora – ZI Ladoux – 5012 Boulevard de l'Europe – 63360 GERZAT est retenu pour un montant de 14 735, 79 € HT, soit 17 682, 95 € TTC, pour l'acquisition de mobilier (tables et chaises) pour les restaurants scolaires des écoles maternelle et élémentaire d'Auzances.

Madame le Maire précise les matériaux (aluminium car plus léger) et les couleurs choisies (rouge et noir pour l'élémentaire, vert et violet pour les maternelles + dossiers en forme de fantômes ou de chats).

Fabien Jamme demande ce que vont devenir les anciennes tables et chaises et pense qu'il est nécessaire soit de les vendre soit de les proposer à d'autres écoles. Pour lui, il est inutile de les stocker.

Leilha Berthon indique un site Internet spécialement ouvert pour les collectivités : agorastore par exemple.

1 – Adoption du rapport de la CLECT - Révision libre des attributions de compensation

Madame le Maire explique au Conseil Municipal le fonctionnement de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

La Communauté de Communes Auzances Bellegarde était en Fiscalité Professionnelle Unique depuis l'année 2000 (perception de la taxe professionnelle, à l'époque, par la communauté de communes en lieu et place de ses communes membres). C'est à ce moment là qu'ont été déterminées les premières attributions de compensation – AC -.

Madame le Maire précise que la CLECT se réunit notamment :

- lors d'un transfert de compétence
- en cas de diminution des bases d'impositions

et présente alors un rapport qui doit être soumis obligatoirement à l'ensemble des conseils municipaux de ses communes membres ce qui a été le cas lors de la restitution de la compétence périscolaire. Elle ajoute également que la CLECT ne s'est jamais réunie lors de la restitution des eaux pluviales malgré ses demandes.....Là aucune compétence n'a été transférée ni restituée : seul le service commun voirie qui concerne les seules communes de l'ex communauté de Chénérailles aurait pu, peut-être, être considéré comme une restitution. Ce n'est pas le cas puisqu'il s'agit là d'une révision libre.

Si la CLECT se réunit pour une révision libre, son rapport n'est pas obligatoire et n'a pas à être soumis à l'ensemble des conseils municipaux des communes membres donc nous n'avons pas à le voter.

Dans le cas présent, la délibération de la communauté de communes concerne deux items :

- Le contingent incendie
- La régularisation de la compétence « point à temps » sur l'ancienne communauté de communes de Chénérailles

Madame le Maire souligne que le contingent incendie est une compétence prise par la communauté de communes depuis l'origine.

La communauté de communes souhaite répercuter sur l'ensemble de ses communes membres, au prorata du nombre d'habitants, l'augmentation sollicitée par le SDIS qui s'élève à 30 000 €. Pour Auzances, l'attribution de compensation serait donc minorée de la somme de 2 956, 79 € et passerait de 174 700, 00 € à 171 743, 21 €.

Comme il s'agit d'une révision libre, Madame le Maire précise que la commune d'Auzances n'est pas obligée d'accepter cette modification du montant de son AC.

Madame le Maire soulève aussi un autre questionnement qui lui semble très important car très inégalitaire : la communauté de communes aurait dû traiter les 2 points séparément. Madame le Maire a souhaité faire part de ses interrogations lors d'une réunion avec le Président et les responsables de la communauté de communes. Accompagnée de Pierre Désarménien et Jean Louis Fauconnet, elle a demandé une communication précise à toutes les communes sur la marche à suivre et notamment le fait qu'en cas de refus, leurs AC ne seraient pas impactées. Ensemble, ils ont réclamé deux délibérations afin de ne pas pénaliser les communes de l'ancien territoire de Chénérailles et qu'ils puissent ainsi délibérer clairement sur chaque point évoqué. Ils n'ont pas été entendus et la réunion ne s'est pas bien passée. Il leur a été clairement dit que les Maires devaient connaître le rôle de la CLECT et ses lois. Toutefois, le lendemain, un ajout a été écrit pour les communes.

Caroline LE CORRE précise aussi que lorsqu'une AC est validée, elle l'est pour l'année en cours, mais aussi les années suivantes.

Certaines communes ont déjà voté contre, d'autres ont ajourné leur décision.

Madame le Maire insiste sur la nécessité d'une égalité de traitement pour toutes les communes de la communauté de communes, ce qui ne peut être le cas avec cette délibération globale c'est pourquoi Madame le Maire pense que l'Etat va leur demander d'élaborer deux délibérations.

Pour Chénérailles, Madame le Maire précise que le point à temps n'était pas un transfert de charges, mais un service commun.

Françoise SUDI GUIRAL craint que cette procédure de révision libre ne revienne trop souvent. Il lui est répondu « peut-être », mais là les élus seront au courant de ce qui leur est permis de décider.

Madame le Maire termine en disant que la procédure n'est pas claire, qu'une approbation du rapport de la CLECT est demandée alors que la loi ne le demande pas, que 2 items sont traités de façon simultanée alors qu'ils devraient l'être séparément... que pour elle, cette situation est vraiment inéquitable pour toutes les communes et demande d'ajourner la délibération.

Françoise SUDI GUIRAL demande pourquoi toutes les communes d'une même communauté de communes n'ont pas les mêmes compétences. Madame le Maire lui répond que c'est parce que la loi permet de le faire avec le service commun. Les 3 communautés de communes qui ont fusionné n'avaient pas les mêmes compétences à l'origine et l'harmonisation a été difficile, la voirie avait été gardée en service commun pour les communes de l'ex communauté de Chénérailles.

Leilha BERTHON demande qu'on vote car elle ne trouve pas normal la manière (mépris) dont la communauté de communes a traité Madame le Maire, Mrs Désarménien et Fauconnet lors de la réunion et que de toutes manières cela ne changera rien au vote d'Auzances.

Madame le Maire précise qu'elle ne met pas le rapport aux voix dans un tel contexte mais que si le conseil le souhaite, elle mettra aux voix les AC.

Le Conseil Municipal, après tous ces échanges et après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- demande à Madame le Maire de ne pas mettre au vote l'approbation du rapport de la CLECT du 26 mai 2023 qui n'est pas nécessaire
- décide de voter contre les modalités de révision des AC telle que résultant de la délibération du Conseil communautaire en date du 31 mai 2023,
- décide de voter contre le montant de l'attribution de compensation de 171 743, 21 € pour la commune d'Auzances,

tout en insistant sur sa volonté d'une égalité de traitement pour toutes les communes de la communauté de communes, en exigeant une transparence de la procédure et en précisant que cette décision n'est en aucun cas contre le SDIS et l'augmentation de sa cotisation.

Arrivée de Christian SCARAMUCCIA à 20 heures 40.

2 – Annulation de la subvention attribuée à l'ANACR pour attribution à l'ONAC

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération n° 2023-22 en date du 7 avril 2023, il a été voté l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2023.

La somme de 15, 00 € a été attribuée à l'ANACR comité départemental.

En fait, il convient d'attribuer cette subvention à l'ONaCVG.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'annuler la subvention de fonctionnement d'un montant de 15, 00 € attribué à l'ANACR pour l'année 2023
- et de l'attribuer à ONaCVG.

3 – Demande de subvention du GPA d'Auzances

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal du courrier en date du 31 mai dernier, de Micheline SIMONET, Présidente du GPA d'Auzances, qui remercie la municipalité pour la subvention accordée en 2022, et renouvelle cette demande pour 2023.

Madame le Maire ajoute ensuite que sauf erreur, aucune subvention de fonctionnement n'a été votée les années précédentes pour le GPA d'Auzances par le Conseil Municipal. Sa demande était restée sans suite au motif que la commune d'Auzances payait déjà les charges (eau, électricité) pour les bureaux que le GDA loue au premier étage de la mairie.

Le courrier précise aussi que les principales ressources sont les cotisations des agriculteurs et qu'ils ont été contraints de diminuer les heures de leur salariée employée à 40%, faute de moyens.

Le Conseil Municipal décide de ne pas donner de suite à cette demande de subvention et rappelle que des stores avaient été prévus lors des travaux de réaménagement, mais que ces derniers n'ont jamais été achetés. Il est décidé de procéder à leur achat.

4 – Soutien à la commune de Pontarion suite à la tornade

Madame le Maire présente au Conseil Municipal l'initiative des Maires de la Creuse via l'AMAC pour un soutien à la commune de Pontarion qui a été touchée par une tornade d'ampleur inédite et qui va devoir faire face à d'importants travaux de grande envergure pour réparer son patrimoine.

Une régie spécifique a été mise en place afin de récolter des dons.

L'AMAC propose donc aux communes de Creuse de participer et de faire un don.

Madame le Maire ajoute que des communes aux alentours ont été touchées par la grêle et qu'elles n'ont rien demandé. Elle précise que la commune de Pontarion n'a rien demandé directement et que l'argent récolté servira à la réparation / reconstruction des biens communaux uniquement.

Christian SCARAMUCCIA ajoute qu'il aurait aimé disposer d'un dossier avec des chiffres pour se prononcer.

Françoise SUDI GUIRAL précise qu'elle souhaiterait qu'un petit quelque chose soit donné, par solidarité, qu'à l'heure actuelle, il est bon de savoir que les communes peuvent être solidaires entre elles.

Attention, il s'agit d'une tornade et pas d'un orage de grêle, ce qui est tout de même inhabituel. Marie-Claude BOUGNOUX rajoute que la commune a donné une somme pour l'Ukraine et que c'est dommage effectivement de ne pas aider les communes d'à côté.

Caroline LE CORRE propose de faire un courrier à l'AMAC pour proposer de créer une caisse dédiée à un fonds de solidarité dans le but « d'engranger » de l'argent pour les coups durs comme cela.

Le principe de donner ne dérange pas Leilha BERTHON mais le fait de ne pas aider les communes d'à côté qui ont subi d'importants dégâts suite aux orages de grêle la gêne. Madame le Maire précise qu'elle avait envoyé des messages pour proposer l'aide technique / logistique de la commune.

A la majorité, à 6 voix pour et 6 abstentions, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'accorder un soutien financier d'un montant de 200 € (même somme que pour l'Ukraine) à la commune de Pontarion.

5 – Demande de subvention de France Adot 23

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal de la demande de subvention de France ADOT 23, une association qui milite pour sensibiliser au Don d'Organes et de Tissus Humains, tant auprès des jeunes que des moins jeunes, depuis sa création en 1983.

Madame le Maire précise que la commune d'Auzances n'a pas accordé de subvention à cette association jusqu'à présent. Leilha BERTHON ajoute qu'elle estime effectivement que cela relève de la compétence de l'Etat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de ne pas répondre favorablement à cette demande.

6 – Avenant n° 4 à la convention de concession de service public à la distribution de gaz signée le 30 août 2010 – Modification de l'annexe 3 « Tarification du service » et intégration de l'annexe 3bis « Indexation des prix du service »

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que ce point avait été ajourné lors du précédent Conseil Municipal du 7 avril et qu'il avait été décidé de solliciter un entretien auprès d'un responsable d'Antargaz.

Madame le Maire informe ensuite le Conseil Municipal que suite à un entretien en visio, le projet d'avenant a maintenant notamment pour but d'apporter les modifications suivantes :

- Modification de la formule de revalorisation tarifaire
- Augmentation de la clause de modération à 18%
- Revalorisation du tarif au 1er avril 2023 (augmentation de 6cts/kWh par rapport au prix du 1er avril 2023 de l'ancienne formule soit environ 8,28€ pour 1 tonne de gaz) – soit 6,6% d'augmentation.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve le projet d'avenant n° 4 à la convention de concession de service public à la distribution de gaz signée le 30 août 2010 – Modification de l'annexe 3 « Tarification du service » et intégration de l'annexe 3bis « Indexation des prix du service », avec notamment les modifications précitées,
- Autorise Madame le Maire à signer cet avenant et à effectuer toutes démarches utiles et à signer tous documents nécessaires au bon aboutissement de ce dossier.

7 – Acquisition d'une herse émousseuse d'occasion

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que les services techniques de la commune sont intéressés par l'acquisition d'une herse émousseuse d'occasion (outil porté), appartenant à Monsieur Jean-Jacques PAUFIQUE, domicilié à Maillat 23260 BESSAT. Monsieur PAUFIQUE propose un prix d'achat forfaitaire de 200 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide l'acquisition d'une herse émousseuse d'occasion auprès de Monsieur PAUFIQUE, pour un montant forfaitaire de 200 €.

8 – Convention d'adhésion au service de médecine agréée avec le CDG 23

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Creuse a recruté un médecin agréé à la retraite pour réaliser certains examens médicaux et propose aux communes adhérentes qui le souhaitent, la signature d'une convention pour que ce médecin se charge des examens suivants :

- Les demandes de prolongation de l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel pour raison thérapeutique au-delà d'une période de 3 mois,
- La visite au moins une fois au-delà de 6 mois consécutifs de congé de maladie
- Dans le cadre de demande de prolongation des congés de longue maladie, congés de longue durée, du congé de grave maladie hors des cas de saisine du conseil médical formation restreinte, l'examen médical du fonctionnaire par un médecin agréé prévu au moins une fois par an.

Dans le cadre des saisines du conseil médical unique, il pourra être sollicité directement par le conseil médical dans les cas suivants :

- Pour l'octroi d'un congé de longue maladie, congé de longue durée ou congé de grave maladie ou lors du renouvellement avec octroi d'un ½ traitement ou l'ultime prolongation avec avis sur l'aptitude à l'issue
- Pour se prononcer sur l'inaptitude définitive aux fonctions ou à toutes fonctions

Madame le Maire précise que cette prestation est comprise dans la taxe additionnelle prélevée sur la feuille de paye de chaque agent, dans les charges patronales.

Elle rajoute que cette convention complète celle adoptée lors du précédent Conseil Municipal en date du 7 avril 2023 pour confier au CDG23 un accompagnement administratif pour le suivi des agents en congé de maladie dans le cadre des examens médicaux effectués par la médecine agréée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise Madame le Maire à signer avec le CDG23 la convention d'adhésion au service de médecine agréée.

9 – Admission en créances éteintes

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de prononcer l'admission en créance éteinte de la somme de 198, 03 €, demandée par le SGC d'Aubusson.

10 – Inscription de chemins au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) de la Creuse

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que la Chargée de développement touristique à la Communauté de Communes Marche et Combraille en Aquitaine l'a recontactée pour lui demander de délibérer pour l'inscription au PDIPR du chemin de Coux. Au départ, seule une convention d'autorisation de passage semblait suffire, c'est pourquoi la première délibération n°2021-70 en date du 29.11.2021 avait été prise dans ce sens.

Madame le Maire informe ensuite le Conseil Municipal :

- de la mise à jour du Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) par le Conseil Départemental de la Creuse, les précédents chemins inscrits au PDIPR lors de la séance du Conseil Municipal en date du 28 mai 2015 délibération n°2015-37 nécessite une actualisation.
- de la nouvelle procédure d'inscription des chemins au PDIPR
- du projet d'inscription de chemins au Plan Départemental d'Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) de la Creuse.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de demander l'inscription des chemins concernés (conformément à la carte du tracé annexée à la présente délibération) au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée de la Creuse,

Ces chemins cités ci-dessous, situés sur le territoire de la commune, sont publics ou appartiennent au domaine privé de la commune.

Itinéraires concernés :

Grande Randonnée de Pays Marche et Combraille en Aquitaine : boucle de la Combraille

Les chemins concernés par ces itinéraires sont :

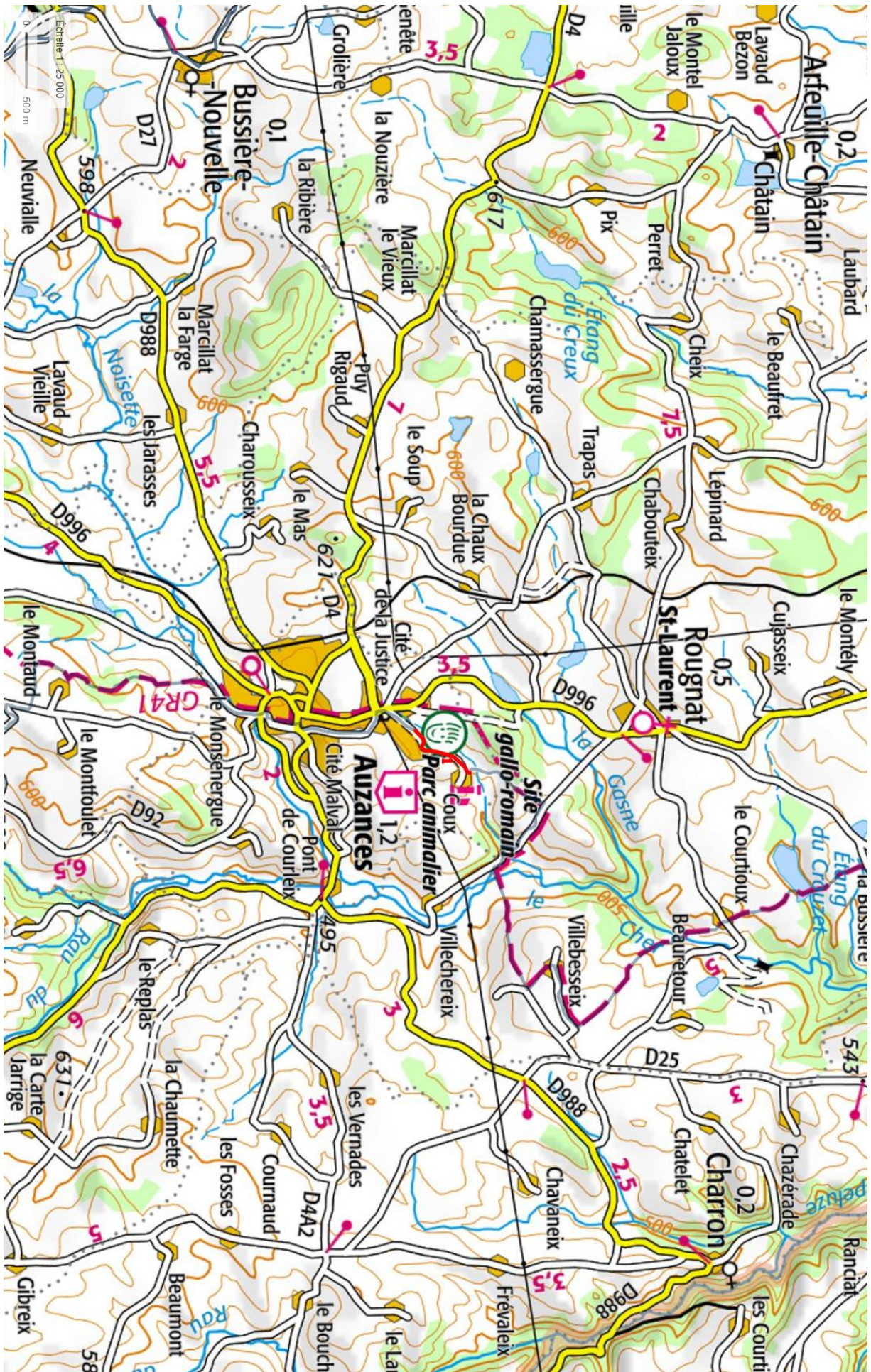
1. Chemin de Coux

Les parcelles privées suivantes sont intégrées à la Grande Randonnée de Pays Marche et Combraille en Aquitaine : boucle de la Combraille : Parcelles D41 et D69

- de conserver à ces sentiers de randonnée un caractère public et ouvert, praticable toute l'année.
- de donner délégation à Monsieur le Maire pour signer les conventions de passage sur ces itinéraires.

Le Conseil Municipal prend acte de l'assistance du Département de la Creuse pour toutes questions d'ordre technique, administrative ou législative concernant les chemins inscrits ou à inscrire au PDIPR et les itinéraires de randonnée sur le Département.

La présente délibération complète la délibération n°2015-37 prise le 28 mai 2015 pour l'inscription des chemins au PDIPR.



11 – Adhésion des communes de Saint Silvain Bellegarde et Saint Quentin La Chabane au SDIC 23

Madame le Maire fait part au Conseil Municipal que le SDIC 23 a accepté l'adhésion des communes de Saint Silvain Bellegarde et Saint Quentin La Chabane par délibération n° 2023-04/05 en date du 5 avril 2023 et a notifié cette décision à toutes ses communes adhérentes qui disposent d'un délai de 3 mois pour faire délibérer leur Conseil Municipal. A défaut, la décision de la commune qui n'a pas délibéré est réputé favorable.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, accepte l'adhésion des communes de Saint Silvain Bellegarde et Saint Quentin La Chabane au SDIC 23.

12 – Motion relative à la lutte contre la pollution des emballages plastiques

Ce point est ajourné. Des renseignements, des informations, sont à demander pour soumission à un nouveau Conseil Municipal.

13 – Numérotation Chemin de Villechereix

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, sur proposition de Madame le Maire :

- confirme la numérotation suivante qui n'a pas été pris en compte par les services du cadastre : le numéro 8 chemin de Villechereix pour la parcelle AC 146 dont les propriétaires sont Mme Manon Chazal et Mr Dorian Marchand
- décide d'attribuer le numéro 6 chemin de Villechereix à la parcelle AC 147 dont la propriétaire est Mme Parrot épouse Giloux Raymonde

Le Conseil Municipal charge Madame le Maire de transmettre cette décision aux différents services concernés.

Questions diverses

- **Devis SIAE** pour la réalisation d'une barrière en bois sur le parc de Coux pour un montant de 1 110, 00 € TTC (non assujettissement à la TVA) – Caroline le Corre précise qu'il s'agit de refaire la barrière en bas du chemin qui arrive vers le parking (à côté de la fontaine). Le Conseil Municipal valide ce devis.
- **Mail de Nathan HENNEQUIN** pour signaler un danger au niveau de la côte de la rue de l'Eglise direction mairie. Les véhicules circulent de plus en plus vite dont des camping-cars. Il précise que le 21.06.2023 un camping-car a fini sa course dans les conteneurs en face de chez Mr Belliard. Il propose un sens unique. Le Conseil Municipal répond qu'il n'y a pas de solution miracle. Les GPS indiquent ce chemin et il ne faudrait pas que les camping-cars le prennent. Fabien JAMME ajoute qu'une prise de décision sur ce secteur entraînerait d'autres....
Il est décidé de ne rien changer dans l'immédiat.
- **Réunion du Comité de Pilotage PEDT – Plan Mercredi** : Mardi 4 Juillet 2023 à 17 heures à la salle du Conseil Municipal de la mairie d'Auzances (finalisation du PEDT et bilan 2022/2023 de l'ALSH « Micado »).

- **Quelques dates :**

- 6 juillet 17 h 30 à Guéret actualités DGFIP élus
- 7 juillet 11 h à la comcom : rencontre avec architecte de la crèche pour esquisse
- 10 juillet 10 h à Guéret : Orange pour fin du réseau cuivre
- 10 juillet 17 h 30 - rencontre SIVOM + Rémi Vernine pour place Jean Moulin + rue de la Victoire avec commission des travaux
- 18 juillet 2023 à 9 h 30 : expertise sinistre 23.05.2023
- 19 juillet 2023 : réunion plateforme « bâtiments » à Saint Silvain Bellegarde
- 25 juillet 2023 : radio France Bleu Creuse – interview sur le marché
- 26 juillet 2023 : Conseil Communautaire à Sannat
- Réunion pour l'Opération de Revitalisation de Territoire – ORD - aujourd'hui à la com com – il faudra organiser une autre réunion avant le 10 septembre 2023. Les signataires de la convention pour l'ORT seront l'EPCI et la commune la plus grosse (donc Auzances)

- **Bilan contrôle Suez 2023 poteaux et bouches d'incendie**

Le problème de pression sur l'avenue Georges Clémenceau est évoqué.

Jean-Pascal HELION, absent aujourd'hui, apportera plus d'informations.

Fabien JAMME propose qu'un courrier soit envoyé au SIAEP de la Rozeille pour dénoncer cette situation au vu des conclusions de ce rapport, afin de couvrir la responsabilité de la commune.

Interrogation aussi sur la faisabilité de rajouter un poteau incendie au Champ de Foire.

- **ANTARGAZ compte-rendu annuel 2022**

- **Exposition Allègre**

Coût 2 000, 00 € HT

Où l'installer ? Leilha BERTHON, Caroline LE CORRE, Françoise SUDI GUIRAL, Fabien JAMME pensent au champ de foire.

Cette exposition compte 16 pupitres (32 photos) nécessitant 4 m par photo. Il faut 70 m linéaire.

Elle doit durer tout le mois d'Août.

Interrogation aussi pour la placer vers le tennis ou sur le parcours Terra Aventura ou sur le parking du collège ...

Madame le Maire rappelle l'objectif premier de cette exposition qui était de redynamiser le centre-bourg. Au champ de foire l'accès est difficile et c'est une zone peu fréquentée.

L'idéal serait vers la mairie et l'église. Cette dernière possibilité est adoptée à l'unanimité.

- **Travaux, où en est-on ?**

Gendarmerie : Madame le Maire indique au Conseil Municipal qu'un retard a été pris du fait de l'étanchéiste retenu qui n'est pas venue dans les temps malgré les différentes relances et menace des pénalités de retard à appliquer. Il a fallu qu'elle résilie ce premier marché pour faute du titulaire.

Monsieur Jean-Philippe CELIER, maître d'œuvre, a trouvé une entreprise sur Clermont-Ferrand. Elle est intervenue ainsi que le charpentier et maintenant le local est hors eau et hors air. Les travaux vont reprendre le 15 septembre 2023.

- **Sinistres, où en est-on ?**

- Nuit du 21 au 22.03.2023 – potelet avenue de la Gare – pas d'expertise – devis de l'entreprise COLAS 1 104, 00 € TTC approuvé.
- 26.05.2023 – croisement avenue de la Gare et rue du Stade – expertise 29.06.2023 – accord assurance pour un montant de 4 136, 54 € (valeur à neuf FCTVA déduit : 5 296, 64 €).
- 28.05.2023 – intersection avenue de la Gare et avenue de Verdun – expertise 18.07.2023 – somme des devis pour remplacement panneau stop / arbre / lampadaire : 3 487, 32 € TTC.
- 20.06.2023 – route de la Courtine – expertise 09.08.2023 – devis pour remplacement dispositif éclairage public 1 935, 00 € TTC.

- **Signalétique, où en est-on ?**

Les corrections ont été envoyées au graphiste.

Réunion prévue le 12/07/2023 à 13 heures 30 pour prévoir les emplacements. Tout doit être terminé au 15/09/2023.

- **Recherche d'un local**

Madame le Maire va rencontrer une personne qui recherche un local de stockage. Fabien JAMME ajoute qu'il y a des possibilités d'aménagement à côté du local de Confort Médical.

Séance levée à 22 heures 30

Le Maire,
Françoise SIMON

La secrétaire de séance,
Caroline LE CORRE